SUPPLÉMENT SPÉCIAL AU N° 484 DE « L'EXPRESS » DU 22 SEPTEMBRE 1960.

LETTRE D'INFORMATION

Paul-Marie de la Gorce expose régulièrement ici aux abonnés de « L'Express » les informations qu'il a pu recueillir par nos correspondants en France et à l'étranger.

Cher Abonné,

NOUS vous adressons cette lettre confidentielle huit jours seulement après la lettre précédente, car nous voulons désormais mettre à votre disposition certains textes ou informations aussitôt qu'ils parviennent à notre connaissance. Ainsi vous posséderez dans le plus bref délai tous les éléments nécessaires pour comprendre et juger les événements politiques et économiques.

L'un de nos collaborateurs vient d'avoir un long entretien privé, et confidentiel, avec M. John Kennedy, près de New York. Voici l'essentiel de ce que le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis lui a confié :

« Il est hors de question que les Démocrates appuient la France contre l'Afrique dans la question algérienne. Je crois qu'il sera également impossible aux Républicains, quel que soit le résultat des élections, d'appuyer la France. Il ne faut pas oublier qu'à la prochaine session, il y aura vingt-cinq pays africains membres de l'O.N.U., et la plupart, sinon tous, parleront en faveur d'une négociation immédiate entre Algériens et Français pour l'application contrôlée du droit à l'autodétermination. L'importance actuelle des pays africains est telle qu'adopter une attitude hostile envers eux est aujourd'hui impensable.

« Si j'étais un Algérien, je ferais de mon mieux pour que le débat algérien à la prochaine session soit engagé, et soutenu par les Africains. Ils gagneraient alors la partie sur le plan international, car il sera impossible aux Américains de défendre une position anti-africaine.

« Je n'ai pas changé d'attitude depuis trois ans sur l'Algérie. Du moment où le général de Gaulle a offert l'autodétermination et où les Algériens l'ont acceptée, je l'accepte moi aussi comme solution pour mettre fin à la guerre. Mais je suis certain que l'autodétermination mènera à l'indépendance. J'espère toutefois que cette indépendance, cette souveraineté algérienne, sera compatible avec une coopération entre la France et l'Algérie. Je continue à croire qu'une fédération nord-africaine liée et associée à la France par des liens étroits serait l'idéal, car la France a besoin de l'Afrique du Nord et l'Afrique du Nord a besoin de la France. Je l'ai toujours dit aux Français et aux Nord-Africains. Je n'ai pas changé d'opinion.

« Rien n'a autant empoisonné... »

« Il est vrai que si j'étais élu président des U.S.A., ma position officielle devrait tenir compte des alliances et des intérêts suprêmes du pays que je dirigerais. Je devrais tenir compte de l'O.T.A.N., de notre stratégie vis-à-vis des Russes, de la nécessité d'une solidarité occidentale, etc. Mais mes opinions personnelles ne sauraient changer, car j'estime que rien n'a autant empoisonné les rapports entre les Occidentaux d'une part, et entre Occidentaux et Africains d'autre part, que le problème algérien. J'espère que le général de Gaulle comprendra que l'intérêt véritable de l'alliance

occidentale est le règlement immédiat de ce problème.

« Tous les rapports que je reçois m'indiquent que le général de Gaulle peut faire aboutir une solution de l'affaire algérienne malgré l'opposition de certains éléments ultras et de l'armée. Mais j'ai été profondément déçu par l'impasse où ont abouti les conversations de Melun, et l'attitude française m'a paru franchement indéfendable.

« Je ne fais pas de promesses quant à l'attitude future de mon administration si j'étais élu le 8 novembre. Mais je compte me consacrer activement à la solution du problème algérien.

« Je continue à croire que Bourguiba peut jouer un rôle de premier plan dans la prochaine phase des négociations. Le général de Gaulle, au lieu d'essayer de régler le problème en tête à tête avec les Algériens, devrait y associer les Tunisiens et peut-être les Marocains. Ainsi une solution d'ensemble pourrait être trouvée.

« Le général de Gaulle a joué plusieurs cartes : la carte soviétique en adoptant sur le plan international une politique qui a mécontenté les Etats-Unis, la carte allemande, la carte « Europe des Six ». Mais je crains que le problème algérien ne devienne un problème O.T.A.N. Mon administration pourrait prendre l'initiative de le soulever devant les organisations de l'Alliance Atlantique.

« Rappelez-vous que nous avons soutenu les Africains et Hammarskjoeld contre la Belgique au début de l'affaire du Congo. Un ami du Département d'Etat m'a raconté, l'autre jour, que nous avons dit aux Belges : « Certes, nous sommes pour le maintien de votre coopération avec l'O.T.A.N., une hiérarchie dans l'importance des intérêts en présence : nous ne pouvions que soutenir l'O.N.U. et les Africains contre la Belgique ». Vous direz que la France n'est pas la Belgique : bien sûr, mais n'oubliez pas Suez.

« Je n'exclus nullement la possibilité d'un ultimatum soviétique dans la question algérienne. Cela dépendra, dans une large mesure, de la mobilisation de l'opinion africaine en faveur des Algériens.

« Je ne veux pas imiter Eisenhower, qui a dit, en 1952, que, s'il était élu, il irait en Corée. Mais j'ai l'intention ferme (si je suis élu) de me rendre en Afrique, peut-être dès ma première année à la Maison Blanche. »

Ces propos de M. Kennedy montrent que des interventions internationales risquent de se produire à brève échéance dans l'affaire algérienne. En réalité, certaines interventions ont déjà eu lieu, dans les coulisses. L'histoire des semaines qui ont précédé la conférence de presse du 5 septembre, et que nous sommes en mesure d'exposer maintenant ici, en est la preuve.

Pourquoi le fiasco du 5 ?

On s'est étonné de l'absence complète de « nouveautés » dans les déclarations du général de Gaulle. En réalité, une quinzaine de jours avant la conférence de presse, on pouvait s'attendre à l'annonce de décisions nouvelles, assez importantes. Puis le chef de l'Etat a changé d'avis. Pourquoi ?

Le général de Gaulle était décidé à prendre acte du « refus » du F.L.N. de poursuivre réellement les pourparlers engagés à Melun et à rejeter sur lui la responsabilité de l'échec des discussions. Il en aurait conclu à la nécessité de poursuivre sans lui la construction de l'Algérie nouvelle : libre au F.L.N. de venir y participer.

Dans ces conditions, il aurait annoncé, en donnant des précisions de dates, la mise en place progressive d'institutions provisoires destinées à mener progressivement l'Algérie vers l'autodétermination, celle-ci devant à son tour consacrer « l'Algérie algérienne ». Au sommet de ces institutions, il y aurait eu un gouvernement dont le général de Gaulle aurait annoncé la création.

Ces projets ont filtré dans quelques milieux politiques et diplomatiques. Et, tandis que des porte-parole officieux laissaient prévoir pour le 5 septembre des déclarations « très importantes », des avertissements commencèrent à venir de Tunis. C'est ainsi que les plans de fédération tuniso-algérienne ont été discrètement communiqués à Paris. Le général de Gaulle se trouvait mis en présence d'une menace précise d'une internationalisation du conflit algérien au cas où, renonçant à relancer les pourparlers avec le F.L.N., il s'orienterait définitivement dans la voie d'une solution « sans le F.L.N. ».

Il a donc décidé d'en tenir compte, suivant en cela les avis de certains membres de son entourage. Il s'est borné à renouveler les offres précédentes de cessez-le-feu et à dire des institutions provisoires algériennes qu'elles étaient « envisagées ». Mais il n'y a pas renoncé, pas plus qu'il n'a voulu revenir sur les conditions posées par lui à Melun. Il s'est contenté de faire allusion à la possibilité d'une trêve, comme l'idée lui en avait été suggérée, en particulier, dans le rapport que nous avons analysé dans notre « Lettre d'information n° 3 ».

Bourguiba négocie avec Washington

L'absence de toute initiative nouvelle, dans ses déclarations du 5 septembre, a été interprétée à Tunis comme la preuve de son indifférence à l'égard des avertissements qui lui avaient été donnés. C'est dans ces conditions qu'ont été repris, publiquement cette fois, les plans de fédération algéro-tunisiens.

Une déclaration de l'ambassadeur de Tunisie à Paris, M. Bourguiba Junior, est venue indiquer cependant qu'il ne fallait pas s'attendre immédiatement à une décision spectaculaire. Que s'est-il passé ?

On comprend bien les raisons que le gouvernement tunisien peut avoir de craindre les conséquences d'une association définitive avec le G.P.R.A. (risque d'une rupture totale avec la France, méfiance vis-à-vis d'un gouvernement algérien beaucoup plus « révolutionnaire » que celui du président Bourguiba). On comprend aussi les réticences algériennes (refus de se priver de la possibilité de négocier librement avec les pays de l'Est). Mais le rôle le plus déterminant a sans doute été joué par la diplomatie américaine. M. Bourguiba, inquiet de l'activité déployée à Tunis, dès son arrivée, par le nouvel ambassadeur d'U.R.S.S., avait des raisons de craindre que l'internationalisation du conflit algérien, à la suite de la prochaine session des Nations Unies, n'aboutisse à une intervention soviétique — ou pro-soviétique — en Afrique du Nord. Il s'en ouvrit auprès des représentants américains à Tunis. Les encouragements qu'il reçut furent suffisants pour le conduire à mettre au point un scénario comportant les étapes suivantes : création d'une fédération algéro-tunisienne, par un gouvernement commun ; reconnaissance de ce gouvernement par tous les pays communistes et par la plupart des pays d'Afrique et d'Asie — puis par les Etats-Unis ; le conflit algérien s'étant ainsi trans-

formé en conflit entre deux Etats internationalement reconnus (la France et la Fédération algéro-tunisienne), sa solution aurait pris nécessairement la forme d'un accord négocié d'Etat à Etat, avec ou sans médiations étrangères.

La mutation américaine

Le point essentiel de ce scénario était la reconnaissance du nouveau gouvernement par les Etats-Unis. Sans elle, la Fédération algéro-tunisienne, uniquement reconnue par les pays communistes, aurait eu tendance à se tourner de plus en plus vers l'Est. M. Bourguiba voulait, avant tout, éviter ce risque. Le Département d'Etat américain avait donc une décision essentielle à prendre. Il n'a pas voulu, jusqu'à présent, assurer les risques d'une initiative aussi grave. Ses arguments ont été les suivants :

1) La France n'acceptera pas, actuellement, de négocier sous une contrainte internationale ; on n'aboutirait donc à aucun résultat, sans éviter pour autant une grave crise au sein de l'alliance occidentale.

2) Le gouvernement algéro-tunisien ne contrôlerait pas les deux tiers de son territoire : il lui manquerait l'une des conditions nécessaires à sa reconnaissance, si l'on se réfère aux usages internationaux.

3) L'administration Eisenhower sera remplacée, après les prochaines élections, elle ne peut engager l'avenir de la politique américaine dans un domaine aussi grave.

Tel est le point actuel de la question. L'entretien avec M. Kennedy, que nous avons rapporté, au début de cette « lettre », montre que, de toute façon, la politique des Etats-Unis, en Afrique, suivra nécessairement un cours nouveau, à brève échéance.

Paul-Marie de la Gorce

POST-SCRIPTUM

● **Dans les milieux d'extrême-droite, les initiés savent maintenant que le groupe le plus dynamique est désormais, sans conteste, le groupe « Patrie et Progrès ». On sait qu'il a démarré autour d'un bulletin semi-clandestin. Celui-ci a maintenant une périodicité et une diffusion régulières. A partir de là, un réseau s'est constitué dont le développement vient de franchir trois étapes importantes :**

1. Une prospection systématique a donné dans l'armée des résultats considérables ; aujourd'hui, trois mille officiers sont abonnés à « Patrie et Progrès ».

2. Quatre cents membres de « Jeune Nation », las des propos exclusivement « réactionnaires » et du manque de sérieux de leurs dirigeants, viennent de s'affilier en bloc à « Patrie et Progrès ».

3. Un réseau dépendant directement de « Patrie et Progrès » vient de se créer sous le nom d' « Organisation des Jeunes Cadres » dans les milieux de techniciens, de cadres économiques et commerciaux des entreprises, et parmi les jeunes dirigeants d'affaires industrielles. Cette organisation prévoit : la diffusion d'un bulletin mensuel, un centre d'information et de documentation, un service juridique, un service d'orientation, un service d'organisateurs-conseils, un service financier. Pour y adhérer, il faut obligatoirement « avoir un entretien avec un membre du Comité central » et fournir les noms, adresses personnelles et professions de cinq cadres « susceptibles de s'intéresser immédiatement à l'organisation ». Dans sa circulaire de lancement, le Comité central déclare « insister sur le fait que l'adhésion reste strictement confidentielle ».

● *Depuis les événements de janvier qui ont entraîné la dislocation de plusieurs des groupes activistes qui étaient auparavant les plus puissants à Alger — en particulier celui de Joseph Ortiz — l'opposition ultra se retrouve dans de nouvelles organisations. Les initiés estiment aujourd'hui que, parmi celles-ci, deux sont plus solides que les autres :*

— L'une a pour origine les fiches établies sur les Algérois ayant participé à l'insurrection du 24 janvier. Environ trois cents personnes ont été ainsi identifiées comme particulièrement résolues à s'engager à fond, en cas d'urgence. Quelques officiers sont en possession de ce fichier. Ils ont repris contact avec ces hommes qu'ils « tiennent » ainsi, et pensent avoir là un groupe, peut-être insuffisamment nombreux, mais extrêmement sûr et susceptible d'être mis en mouvement presque immédiatement.

— L'autre est constituée par le « Front National Français » dont le créateur est le professeur Lambert. Ce mouvement n'a pas participé à l'insurrection des barricades. Il est donc sorti intact de l'épreuve de janvier. Un très grand nombre d'activistes, dont les organisations avaient été décapitées, ont, ces derniers mois, rallié le F. N. F. comme étant la seule organisation ultra qui n'ait pas été décimée ou désorganisée après le 1er février. Parallèlement, le F. N. F. est pratiquement entré dans la clandestinité et ses membres ont reçu des consignes de sécurité extrêmement strictes. On estime aujourd'hui que ses effectifs sont les plus importants de tous ceux dont disposent les groupes activistes d'Algérie. Ils sont évalués, très approximativement, à trois mille, répartis dans l'Algérois et dans l'Oranais.

● A la fin du mois de juillet, un certain nombre d'élus musulmans s'étaient décidés à lancer, dès la rentrée parlementaire, un appel revendiquant, à leur tour, l'indépendance de l'Algérie. (« L'Express » s'en est fait l'écho dans une de ses « Correspondances »).

L'animateur de ce groupe est M. Laradji, député de Blida, qui est le plus dynamique des parlementaires musulmans. Il reconnaissait que ses amis et lui-même se trouvaient dans une position insoutenable, sans l'appui du gouvernement et du général de Gaulle qui a désormais abandonné « l'Algérie française » sans soutien dans la population musulmane, sans soutien non plus auprès des Européens d'Algérie. Il affirme en avoir convaincu le bachaga Boualam lui-mêm . En changeant complètement de politique, et en se prononçant en faveur de la « liberté de l'Algérie », M. Laradji espère répondre à l'aspiration à l'indépendance du peuple algérien, et réduire les chances du F. L. N. en se substituant à lui. En même temps, il se « placerait » dès maintenant en vue de la constitution d'un futur gouvernement « baodaïste » de l'Algérie.

La récente conférence de presse du général de Gaulle — au cours de laquelle il était fait allusion à un gouvernement algérien — a réveillé les espoirs de cette équipe.

M. Laradji est l'un de nos plus jeunes députés : il n'a que trente-trois ans. Issu d'une grande famille caïdale de Blida, il y fut lui même caïd avant d'être chargé de mission à La Mecque (1954-1955), puis conseiller de la S. A. S. de Cherchell. Il fut élu en 1958 député de Blida sur une liste « Fraternité française ».

● *La mort de M. Charles Schneider, directeur général des Forges du Creusot et dirigeant d'un puissant groupe sidérurgique, a ouvert l'une des plus grosses successions de l'industrie française.*

Les principaux membres du Conseil d'administration des affaires Schneider envisagent actuellement de maintenir l'ensemble des responsabilités dont M. Charles Schneider s'était chargé, entre les mains d'un seul homme. C'est le choix de ce successeur unique qui a fait l'objet de difficiles négociations ces dernières semaines.

L'un des candidats les plus sérieux est M. Valéry Giscard d'Estaing, l'actuel secrétaire d'Etat aux Finances, neveu de M. Jacques Bardoux — qui fut ministre et membre de l'Institut — dont il a repris le siège de député du Puy-de-Dôme, et ancien directeur du Cabinet de M. Edgar Faure.

COPYRIGHT RÉSERVÉ

(CETTE « LETTRE D'INFORMATION » DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME STRICTEMENT PERSONNELLE : ELLE NE PEUT ÊTRE REPRODUITE NI EN TOUT NI EN PARTIE. SON COPYRIGHT EST RÉSERVÉ.)

« L'EXPRESS »
S. A. Presse-Union
Le responsable de la publication :
J.-J. Servan-Schreiber.

Composition de TYPO-ELYSEES, 91, avenue des Champs-Elysées, PARIS.
Tirage des I.P.R. Raymond Seguin, 10, rue du Faubourg-Montmartre, PARIS.